



Grève du 24 novembre 2009

Appel Commun Intersyndical CGT – FSU



Les organisations CGT et FSU rappellent leur attachement au développement de l'enseignement et de la recherche, à la qualité, à la démocratisation du système éducatif et à la réussite de tous les jeunes. Cela nécessite d'autres réformes, ambitieuses et les moyens de les mettre en œuvre.

C'est pourquoi les organisations signataires dénoncent le projet de budget 2010 ainsi que les orientations des réformes en cours ou projetées qui sont autant d'attaques contre le service public et laïque d'éducation et de recherche et qui renforcent la sélection et la ségrégation sociale.

16000 suppressions de postes prévues dans l'éducation en 2010 !

50000 suppressions en 5 ans !

Et 30000 suppressions de postes cette année pour toute la fonction publique, 135000 sur 5 ans.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Les effets cumulés des suppressions de postes dans toutes les catégories de personnels et de l'insuffisance des recrutements entraînent la dégradation des conditions de travail des personnels et d'études des élèves ainsi que des étudiants, l'augmentation de la précarité. Cela prive de nombreux jeunes de l'accès aux métiers de la fonction publique.

La réforme de la formation des enseignants telle qu'elle est proposée va à l'encontre de ce qui serait nécessaire ; elle est toujours inacceptable.

De l'école maternelle à l'université en passant par le lycée, la voie professionnelle ou la formation des maîtres, les réformes mises en œuvre ou projetées, pilotées par la volonté de réduction des moyens et de transformation « libérale » du système éducatif, se traduisent par la mise en concurrence, la diminution de l'offre de formation, la caporalisation et des pressions accrues sur les personnels et le dévoiement de leurs missions. Elles aggravent la situation et sont contraires aux objectifs de démocratisation affichés.

Les statuts, missions, conditions de travail et gestion des personnels sont mis à mal par la loi de mobilité, la réforme administrative de l'Etat et la LRU.

C'est pourquoi les organisations CGT et FSU appellent les personnels à participer massivement à la grève unitaire du 24 novembre 2009 dans l'éducation pour exiger :

- les postes et les recrutements à la hauteur des besoins
- une réelle revalorisation des rémunérations et des métiers de l'éducation
- l'amélioration des conditions de travail et d'étude
- une véritable formation des enseignants
- le maintien et l'amélioration des statuts
- un plan de titularisation de tous les précaires et l'arrêt de recrutement de précaires
- de toutes autres réformes en mesure d'assurer la réussite de tous les jeunes

A l'UTM, toutes les raisons de nous mobiliser !

- Discussion sur l'accord social au point mort.
- Réforme de l'ARTT : tentative de passage en force de la direction malgré les promesses écrites.
- Non-application de la règle ARTT à différentes composantes (BUC, IUFM,...).
- Injustice en différenciant les congés des ANT et ceux des titulaires.
- Conditions de travail dégradées avec certains cas extrêmes devenant insupportables.
- Retenues sur salaire pour fait de grève ou service non fait imposé en refusant toute discussion avec les organisations syndicales.
- Déni du rôle des organisations syndicales dans les instances démocratiques :
 - pas de respect du quorum en CTP.
 - pas d'écoute et de prise en compte des propositions n'émanant pas de la majorité en CA.
- Volonté affichée de rompre le dialogue avec les représentants du personnel contestant la politique de la direction.